

# La vérité sur Donald Trump

Lobbyistes et groupes d'intérêt ont perverti la politique ; le capitalisme de copinage règne en maître. Combien de temps avant que l'économie reprenne ses droits ?

Les commentateurs et les analystes politiques se trompent sur l'actuel président des Etats-Unis. Ils tentent de le comprendre grâce aux catégories politiques traditionnelles. Est-il conservateur ou progressiste ? Républicain ou démocrate ? Dépensier ou avare ? Un constructeur d'empire ou un constitutionnaliste ? Selon ceux qui ne l'aiment pas, c'est un crétin sournois imbu de lui-même qui n'a pas la moindre idée de ce qu'il fait. Ceux qui l'apprécient disent que c'est un patriote instinctif et rusé qui défend le bien et la justice face à une opposition désespérée. Aucun ne lui accorde assez de crédit. Il est à la fois plus et moins que cela. C'est l'homme pour lequel la scène a été dressée. Il lui a suffi de se présenter à temps de parader jusqu'à l'avant-scène et de prononcer les répliques écrites pour lui.

Pas de pouvoir sans armes

Ce qui suit n'est pas tant une méditation sur le chef de l'exécutif américain que sur les Etats-Unis eux-mêmes comment ils sont passés de modeste république à empire mondial et comment le plus grand spectacle au monde semble toujours trouver son acteur principal - celui qui brûlera les planches et mettra le feu au public. Commençons par revenir à l'économiste Milton Friedman pour nous rappeler pourquoi nous nous donnons la peine d'examiner tout cela. Nous verrons que la politique et les marchés ont une corrélation inverse. Plus la politique a d'importance, moins les marchés semblent en avoir. Voici ce qu'en dit M. Friedman dans la *New Individualist Review* :

« La sorte d'organisation économique qui fournit directement la liberté économique sépare le pouvoir économique du pouvoir politique, permettant ainsi à l'un de compenser l'autre. La liberté politique signifie l'absence de contrainte d'une personne par une autre personne. La menace fondamentale contre la liberté, c'est le pouvoir de contraindre, qu'il soit entre les mains d'un monarque, d'un dictateur, d'une oligarchie ou d'une majorité momentanée ».

Les autorités ont le pouvoir de contraindre. C'est-à-dire qu'elles ont des armes et les utiliser ne les dérange pas. Les marchés n'aiment pas qu'on leur dise quoi faire. Quand on les brutalise, ils le prennent mal. Ils dissimulent. Ils mentent. Ils feignent et reviennent sur leurs pas pour asséner un bon coup de pied dans l'arrière-train de la brute. En d'autres termes, même avec un canon contre la tempe, ils font ce qu'ils sont censés faire. Ils font l'intermédiaire entre les dieux et les hommes entre ce qui est et ce qui pourrait être entre le pays de Cocagne des espoirs et des rêves - et le monde réel tel qu'il est.

Des cambrioleurs de haut vol

Dans les Etats-Unis d'aujourd'hui, la police armée est probablement une plus grande menace pour

vosre argent que des brigands traditionnels. Dans le Washington Post la semaine dernière :

« Un habitant de Cleveland âgé de 64 ans intente un procès à la US Customs and Border Protection après que des agents l'ont fouillé au corps dans un aéroport en octobre dernier et lui ont confisqué plus de 58 000 \$ en liquide sans l'accuser d'aucun crime, selon un dossier fédéral déposé cette semaine dans l'Ohio. Les agents de la douane ont saisi cet argent par un processus appelé confiscation civile des biens, qui permet aux autorités de saisir l'argent liquide et les biens de personnes qui ne sont jamais condamnées ni même accusées de quoi que ce soit. Cette pratique est très répandue au niveau fédéral. En 2017, les autorités fédérales ont saisi plus de deux milliards de dollars d'actifs chez des particuliers, une perte nette similaire, en taille, aux pertes annuelles dues à des vols résidentiels aux Etats-Unis ».

Ce ne sont là que menus larcins. Les véritables cambriolages de haut vol impliquent rarement les hommes en bleu - ils sont généralement exécutés par des personnages portant le costume trois pièces. L'auteur Allan C. Brownfeld :

« Quel que soit le parti au pouvoir à Washington, le capitalisme de copinage - le subventionnement d'entreprises privées avec les fonds des contribuables - se porte bien. Sous notre système politique actuel, les politiciens - républicains et démocrates, progressistes et conservateurs - sont incités à lever de grosses sommes, nécessaires pour le succès de leurs campagnes électorales. Pour faire en sorte que les intérêts spéciaux ayant les fonds nécessaires leur apportent leur aide, ces politiciens exécutent leurs ordres en retour. Ces intérêts spéciaux contribuent aux deux partis. Ainsi, quel que soit le vainqueur, ils ont des amis hauts placés ».

Et comme le souligne l'auteur Steven Brill :

« L'argent domine désormais tout, et si complètement, que les gens que nous envoyons à Washington pour nous représenter en sont réduits à passer jusqu'à cinq heures par jour au téléphone, à mendier l'argent nécessaire à leurs campagnes, et à consacrer leurs soirées à accepter des chèques lors de levées de fonds organisées par cette masse de lobbyistes ».

Flatter, soudoyer, menacer

On trouve à Washington près de 20 lobbyistes enregistrés pour chaque représentant élu. Et il y a des centaines d'autres brasseurs d'influence. Ils flattent, soudoient et menacent pour s'assurer que les autorités utilisent leur pouvoir armé pour prendre quelque chose à quelqu'un d'autre et le leur donner à eux. Elon Musk, continue Brownfeld, est peut-être un brillant ingénieur ou pas. En tout cas, il est le maître de la faune du marigot.

Son business model dépend largement de faveurs fiscales et de contrats gouvernementaux. Tesla dépense plus d'un million de dollars par an en lobbying. Et ça rapporte. Les voitures profitent de « 280 millions de dollars d'avantages fiscaux fédéraux, dont une réduction d'impôt de 7 500 \$ par voiture ». Et SpaceX réalise 85% de son activité avec les autorités. Quant à l'entreprise de panneaux solaires de Musk, SolarCity, Brownfeld explique : « Elle n'a toujours pas enregistré de profit annuel malgré le fait qu'elle a reçu plus de 490 millions de dollars de subventions de la part du département du Trésor US au fil des ans, le gouvernement couvrant 30% de ses coûts d'installation.

Elon Musk est peut-être persuadé d'être un capitaliste mais en réalité, lui et les nombreux autres bénéficiaires des subventions et protections gouvernementales sont en fait engagés dans une forme de socialisme ». Du socialisme ? Non plutôt du parasitisme dans un Empire dégénéré, en fin de vie. C'est le spectacle qui se joue en ce moment.

Pour plus d'informations et de conseils, c'est ici et c'est gratuit